

IDÉES & DÉBATS

# Pour un juste prix de la vie humaine

BENOÎT GEORGES



**ON DIT SOUVENT QUE « LA VIE HUMAINE N'A PAS DE PRIX ». L'ÉCONOMIE, L'HISTOIRE OU LE DROIT NOUS PROUVENT QU'AU CONTRAIRE, ELLE EN A PLUSIEURS.**

La vie humaine a-t-elle un prix ? La première réaction est de juger la question choquante, et d'y répondre par la négative. « *La vie humaine n'a pas de prix* », c'est bien connu. Et c'est tant mieux, car cela ouvrirait la voie à la marchandisation du vivant - car si la vie d'un humain a un prix, alors elle peut s'échanger contre une somme d'argent. Dans son dernier essai, François-Xavier Albou, économiste et fondateur de la revue « Risques », prend le contre-pied de cette affirmation. Non seulement la vie humaine a toujours eu un prix - différent selon les pays, les périodes historiques, les cultures, l'âge ou les classes sociales -, mais l'auteur plaide aussi pour que l'on calcule ouvertement ce prix, et que l'on en fasse même « *un seuil minimum non négociable, une norme internationale qui s'imposerait à tous* ». Il y voit, entre autres avantages, un moyen d'instaurer une protection sociale universelle, une réponse aux maux de la mondialisation, voire une solution aux défis posés par les progrès des robots et de l'intelligence artificielle. C'est une « *utopie* », reconnaît-il, mais elle donne l'occasion d'un voyage passionnant où se mêlent l'histoire, l'économie, la sociologie, la religion ou le droit.

Premier constat : oui, la vie humaine a un prix. Le problème, en fait, c'est qu'elle en a plusieurs. En 2016, le prix moyen d'un esclave serait de l'ordre de 90 euros - et le monde

en compte près de 30 millions, selon les ONG spécialisées. « *C'est loin de son prix en Louisiane dans les années 1850, qui représenterait 400.000 dollars, note François-Xavier Albouy. Il est vrai qu'à l'époque l'esclave moyen de production [était] réservé aux riches propriétaires terriens et que sa possession [était] le signe de leur puissance.* » Il indique aussi que « *les tarifs des trafics humains sont connus et répertoriés* » : 1.000 dollars pour un migrant haïtien en Amérique du Sud, 600 dollars pour un enfant-soldat au Mali...

A l'autre bout de la famille humaine, la vie des riches a, elle aussi, un prix. Fixé par les juges après une catastrophe, par exemple, il peut s'avérer tout aussi choquant : « *Ainsi, les familles des passagers américains du vol MH370 de la Malaysia Airlines [...] recevront environ 4 millions de dollars chacune, les passagers européens de l'ordre de 500.000 dollars, et les passagers chinois une somme qui reste à déterminer.* » Le prix du billet d'avion était sans doute le même, pas celui de la vie des passagers.

L'auteur cite également une estimation faite par l'économiste Ted Miller en 2000 à partir de données sur la sécurité des transports : un prix de la vie humaine égal à 120 fois le PIB par habitant. « *On voit tout de suite le problème de cette norme : elle revient à dire brutalement que la vie d'un Burkinabé vaut 25 fois moins que celle d'un Français .* »

Le livre regorge d'exemples de calculs de ce type, d'estimations a priori rationnelles venues de l'histoire militaire ou judiciaire, de l'assurance-maladie ou de l'assurance tout court. Il explique ainsi que l'analyse coût-bénéfice, régulièrement érigée en pilier des décisions publiques ou privées, peut être contraire à l'éthique. Dans les années 1970, Ford avait décidé de ne pas rappeler l'un de ses modèles, la Pinto, qui s'enflammait en cas de choc arrière, car le coût d'indemnisation des familles de victimes était bien inférieur à celui du rappel. Les experts à l'origine du calcul avaient juste oublié les risques en termes d'image.

« *En définitive, note François-Xavier Albouy, ces différents "prix de la vie" correspondent à des notions très dépendantes du contexte où elles sont utilisées. [...] Ici, c'est du prix de la vie sauvée [dont] il est question, là, c'est du prix de la mort accidentelle et, là encore, c'est un prix collectif de la vie que l'on cherche à estimer.* » En revanche, pourquoi ne pas chercher à définir un prix de la vie universel, indépendant des circonstances économiques et locales ? La seconde partie du livre explique pourquoi ce prix minimum répondrait aux enjeux du monde actuel : accès aux soins universel (si la vie de chacun a un prix déterminé, la protéger est un investissement) ; résorption des

inégalités liées à la mondialisation (aujourd'hui, les prix de produits venus de pays pauvres intègrent l'absence de protection des ouvriers) ; prise en charge des seniors (considérer que « *la personne âgée, dépendante, grabataire, a une valeur [...] non pas compassionnelle, mais une véritable valeur économique* »)... Il y voit même une réponse aux risques posés par la robotisation : « *Dans une société entièrement robotisée, où même les tâches les plus nobles de stratégie, d'innovation, d'organisation sont prises en charge par des automates, le besoin d'une autonomie du prix de la vie par rapport aux prix marchands devient de plus en plus impérieux.* »

Reste à fixer ce juste prix. Aux termes de calculs trop complexes à résumer ici, l'auteur fournit une estimation : il faudrait investir à terme 300.000 dollars sur chaque vie humaine, en commençant par les naissances - soit un flux annuel de 42 trillions de dollars, énorme, mais pourtant limité si on le compare au montant total des produits dérivés (700 trillions en 2014). Comme le rappelle François-Xavier Albouy, « *le coût d'un esclave dans l'ancienne Egypte vers 500 avant J.-C. [était] estimé à 32.000 dollars d'aujourd'hui. [...] Nous pouvons certainement faire mieux.* »

